

avaient pris? Cet Office d'expansion économique de la région atlantique est-il maintenant institué afin de détourner l'attention du public de la mauvaise gestion des affaires publiques par le gouvernement actuel? Je répète ce que j'ai déjà dit tout à l'heure, en demandant comment pareil organisme saurait être compétent et efficace, comment il saurait fonctionner et jouer un rôle marquant dans l'expansion économique de la région si le gouvernement national ne prend pas, comme dans toutes les autres nations industrielles, l'initiative de régler nos problèmes sur une base plus large?

La plupart des malheurs économiques de la région atlantique peuvent y être davantage attribués au ralentissement du placement de capitaux que n'importe où ailleurs au Canada. Le ministre du Revenu national l'a, d'ailleurs, admis dans le discours qu'il a prononcé cet après-midi. Le CEPA, dans les propositions qu'il a faites à la Commission royale d'enquête sur les affaires de banque et les finances, a plus spécialement formulé deux recommandations qui méritent d'être examinées sans délai. D'abord, le CEPA a recommandé l'établissement d'une commission chargée des entreprises d'immobilisation pour la région en cause. Il créerait, dans un délai relativement bref, les possibilités requises pour permettre une nouvelle expansion, ainsi que la coordination de toutes les dépenses d'immobilisations et des subventions consenties à la région, sauf celles qui sont d'envergure nationale.

Deuxièmement, on recommande la création d'une caisse fédérale en vue d'accorder des subventions aux provinces atlantiques pour les aider à établir des usines de base, offrant de brillantes perspectives et ayant une répercussion directe et indirecte sur l'économie d'une région, ainsi que des complexes industriels et d'autres établissements. Le Conseil reconnaît qu'un Office d'expansion sera presque inutile s'il n'est étayé pendant longtemps par des sommes considérables devant servir à des placements régionaux. Le genre d'aide que fournissent actuellement la Banque d'expansion industrielle et d'autres organismes de prêt est loin d'être suffisante, surtout parce qu'il s'agit d'une aide à court terme et à des taux d'intérêt trop élevés.

Ce nouvel Office devrait effectuer sans tarder un examen complet de nos possibilités commerciales avec les Antilles britanniques, par exemple la Jamaïque, la Trinité, Tobago, les Bahamas, ainsi que les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, qui sont à proximité de ports ouverts à la navigation l'année durant, tels qu'Halifax et Saint-Jean (N.-B.), car les économies du Canada et des Antilles sont complémentaires. L'Office d'expansion économique de la région atlantique devrait étudier les possibilités d'échanges commerciaux qui

existent avec les Antilles et ne devrait épargner aucun effort en vue de les faciliter. Le présent gouvernement a la réputation d'instituer des offices et des commissions royales.

Je remarque, monsieur le président, que mon temps de parole est presque expiré et, en terminant, je voudrais exhorter le gouvernement à envisager l'établissement immédiat d'une caisse d'aide à l'égard des dépenses d'établissement; cet organisme travaillerait de concert et en collaboration avec l'Office d'expansion économique que l'on projette d'instituer. On dit que la femme de Karl Marx, vers la fin d'une vie longue et assez triste, a déclaré: «Il aurait été bien préférable que ce cher Karl accumule un certain capital au lieu d'écrire sur le sujet.» Je tiens à dire au présent gouvernement, sur la fin de ses jours au pouvoir, qu'il aurait été préférable pour lui d'être prêt à accorder à l'économie de l'Atlantique, des capitaux appropriés au lieu d'instituer encore des offices et des commissions, et de faire encore des promesses.

M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur le président, le député me permet-il de lui poser une question?

M. Robichaud: Assurément.

M. Bell (Saint-Jean-Albert): Dirait-il à la Chambre pourquoi les libéraux n'ont rien fait pour les provinces Maritimes pendant les 22 années où ils étaient au pouvoir?

M. Robichaud: C'est le genre de question auquel on peut s'attendre de la part de l'honorable député.

M. Bell (Saint-Jean-Albert): Répondez-y.

M. Robichaud: Toutes les œuvres d'importance exécutées dans les provinces atlantiques l'ont été par le gouvernement libéral.

Une voix: Nommez-en une.

M. Robichaud: Monsieur le président, l'honorable député dit: «Nommez-en une». Je mentionnerai donc le nom du Camp Gagetown qui peut, je crois, souffrir avantageusement la comparaison avec n'importe quelle grande industrie du Nouveau-Brunswick. Je mentionnerai aussi la chaussée de Canso. Aussi, les quelques sociétés de la couronne que possèdent les provinces atlantiques ont été instituées par un gouvernement libéral, et rien de tel ne s'est fait depuis 1957.

M. Thompson: Monsieur le président, pour moi qui viens de l'Ouest, c'est un réel privilège d'ajouter mes propos à ceux des députés qui viennent des provinces atlantiques. Au fur et à mesure que je faisais mieux connaissance avec eux, qu'ils devenaient des amis personnels et que je venais à connaître leur région presque aussi bien que je connais les